

Autorizzazione all'Amministrazione provinciale di Napoli ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1951. Pag. 1210

Ministero dei lavori pubblici: Approvazione della variante al piano di ricostruzione di Ferrara riguardante l'angolo tra via Cittadella e corso Porta Po. Pag. 1210

Ministero del tesoro: Media dei cambi e dei titoli. Pag. 1210

CONCORSI ED ESAMI

Presidenza del Consiglio dei Ministri - Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica:

Sostituzione di due componenti e del segretario della Commissione giudicatrice del concorso al posto di ufficiale sanitario del comune di Massa. Pag. 1211

Sostituzione del presidente della Commissione giudicatrice del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Siena al 30 novembre 1948. Pag. 1210

Prefettura di Lecce: Varianti alla graduatoria del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Lecce. Pag. 1211

Prefettura di Pescara: Graduatoria generale del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Pescara. . . . Pag. 1212

SUPPLEMENTI STRAORDINARI

SUPPLEMENTI ALLA « GAZZETTA UFFICIALE » N. 74 DEL 27 MARZO 1952:

Ministero delle finanze - Commissione censuaria centrale: Prospetto delle tariffe di reddito dominicale e di reddito agrario stabilite per alcuni Comuni della provincia di Udine.

(2756)

Ministero delle finanze - Commissione censuaria centrale: Prospetto delle tariffe di reddito dominicale e di reddito agrario stabilite per alcuni Comuni della provincia di L'Aquila.

(2757)

Ministero delle finanze - Commissione censuaria centrale: Prospetto delle tariffe di reddito dominicale e di reddito agrario stabilite per alcuni Comuni della provincia di Rieti.

(2758)

LEGGI E DECRETI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA
9 ottobre 1951, n. 1777.

Autorizzazione all'Università di Padova ad accettare una donazione.

N. 1777. Decreto del Presidente della Repubblica 9 ottobre 1951, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, l'Università di Padova viene autorizzata ad accettare la donazione della somma di L. 5.000.000 nominali in obbligazioni al 7 % della Società « Zedapa », di Padova — emissione 1949 — disposta in suo favore dal dott. Alfredo Zuccari, con atto pubblico amministrativo in data 2 maggio 1951, per l'istituzione di una borsa di studio da denominarsi « Borsa di studio Gabriella Zuccari » e da conferirsi, annualmente, a studiosi di zoologia, anatomia comparata, fisiologia ed embriologia, senza distinzione di sesso, nazionalità o religione.

Visto, il Guardasigilli: ZOLI

Registrato alla Corte dei conti, addì 14 marzo 1952

Atti del Governo, registro n. 50, foglio n. 83. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA
9 ottobre 1951, n. 1778.

Erezione in ente morale dell'Asilo infantile di Numana (Ancona).

N. 1778. Decreto del Presidente della Repubblica 9 ottobre 1951, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, l'Asilo infantile con sede nel comune di Numana (Ancona) viene eretto in ente morale e ne viene approvato lo statuto organico.

Visto, il Guardasigilli: ZOLI

Registrato alla Corte dei conti, addì 21 marzo 1952

Atti del Governo, registro n. 50, foglio n. 106. — FRASCA

LEGGE 11 marzo 1952, n. 153.

Adesione dell'Italia alla Convenzione per la prevenzione e la repressione del delitto di genocidio, approvata dall'Assemblea generale delle Nazioni Unite.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Governo della Repubblica è autorizzato ad aderire alla Convenzione per la prevenzione e la repressione del delitto di genocidio approvata dall'Assemblea generale delle Nazioni Unite e portante la data del 9 dicembre 1948.

Art. 2.

La Convenzione suddetta avrà piena ed intera esecuzione dalla data di entrata in vigore della legge che sarà emanata secondo quanto è prescritto dall'art. 5 della Convenzione stessa.

Art. 3.

La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 11 marzo 1952

EINAUDI

DE GASPERI — SCALBA —
ZOLI

Visto, il Guardasigilli: ZOLI

Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide

Les Parties contractantes,

Considérant que l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, par sa résolution 96 (I) en date du 11 décembre 1946, a déclaré que le génocide est un crime du droit des gens, en contradiction avec l'esprit et les fins des Nations Unies et que le monde civilisé condamne;

Convaincues que, pour libérer l'humanité d'un fléau aussi odieux, la coopération internationale est nécessaire;

Conviennt de ce qui suit:

Article premier.

Les Parties contractantes confirment que le génocide, qu'il soit commis en temps de paix ou en temps de guerre, est un crime du droit des gens, qu'elles s'engagent à prévenir et à punir.

Article II.

Dans la présente Convention, le génocide s'entend de l'un quelconque des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel:

- a) Meurtre de membres du groupe;
- b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe;
- c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle;
- d) Mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe;
- e) Transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe.

Article III.

Seront punis les actes suivants:

- a) le génocide;
- b) l'entente en vue de commettre le génocide;
- c) l'incitation directe et publique à commettre le génocide;
- d) la tentative de génocide;
- e) la complicité dans le génocide.

Article IV

Les personnes ayant commis le génocide ou l'un quelconque des autres actes énumérés à l'article III seront punies qu'elles soient des gouvernants, des fonctionnaires ou des particuliers.

Article V.

Les Parties contractantes s'engagent à prendre, conformément à leurs constitutions respectives, les mesures législatives nécessaires pour assurer l'application des dispositions de la présente Convention, et notamment à prévoir des sanctions pénales efficaces frappant les personnes coupables de génocide ou de l'un quelconque des autres actes énumérés à l'article III.

Article VI.

Les personnes accusées de génocide ou de l'un quelconque des autres actes énumérés à l'article III seront traduites devant les tribunaux compétents de l'Etat sur le territoire duquel l'acte a été commis, ou devant la Cour criminelle internationale qui sera compétente à l'égard de celles des Parties contractantes qui en auront reconnu la juridiction.

Article VII.

Le génocide et les autres actes énumérés à l'article III ne seront pas considérés comme des crimes politiques pour ce qui est de l'extradition.

Les Parties contractantes s'engagent en pareil cas à accorder l'extradition conformément à leur législation et aux traités en vigueur.

Article VIII.

Toute Partie contractante peut saisir les organes compétents des Nations Unies afin que ceux-ci prennent, conformément à la Charte des Nations Unies, les mesures qu'ils jugent appropriées pour la prévention et la répression des actes de génocide ou de l'un quelconque des autres actes énumérés à l'article III.

Article IX.

Les différends entre les Parties contractantes relatifs à l'interprétation, l'application ou l'exécution de la présente Convention, y compris ceux relatifs à la responsabilité d'un Etat en matière de génocide ou de l'un quelconque des autres actes énumérés à l'article III, seront soumis à la Cour internationale de Justice, à la requête d'une Partie au différend.

Article X.

La présente Convention dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe feront également foi, portera la date du 9 décembre 1948.

Article XI.

La présente Convention sera ouverte jusqu'au 31 décembre 1949 à la signature au nom de tout Membre des Nations Unies et de tout Etat non membre à qui l'Assemblée générale aura adressé une invitation à cet effet.

La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général des Nations Unies.

A partir du 1^{er} janvier 1950, il pourra être adhéré à la présente Convention au nom de tout Membre des Nations Unies et de tout Etat non membre qui aura reçu l'invitation susmentionnée.

Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général des Nations Unies.

Article XII.

Toute Partie contractante pourra, à tout moment, par notification adressée au Secrétaire général des Nations Unies, étendre l'application de la présente Convention à tous les territoires ou à l'un quelconque des territoires dont elle dirige les relations extérieures.

Article XIII.

Dès le jour où les vingt premiers instruments de ratification ou d'adhésion auront été déposés, le Secrétaire général en dressera procès-verbal. Il transmettra copie de ce procès-verbal à tous les Etats Membres des Nations Unies et aux non membres visés par l'article XI.

La présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date du dépôt du vingtième instrument de ratification ou d'adhésion.

Toute ratification ou adhésion effectuée ultérieurement à la dernière date prendra effet le quatre-vingt-dixième jour qui suivra le dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion.

Article XIV.

La présente Convention aura une durée de dix ans à partir de la date de son entrée en vigueur.

Elle restera par la suite en vigueur pour une période de cinq ans et ainsi de suite, vis-à-vis des Parties contractantes qui ne l'auront pas dénoncés six mois au moins avant l'expiration du terme.

La dénonciation se fera par notification écrite adressée au Secrétaire général des Nations Unies.

Article XV.

Si, par suite de dénonciations, le nombre des Parties à la présente Convention se trouve ramené à moins de seize, la Convention cessera d'être en vigueur à partir de la date à laquelle la dernière de ces dénonciations prendra effet.

Article XVI.

Une demande de révision de la présente Convention pourra être formulée en tout temps par toute Partie contractante, par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général.

L'Assemblée générale statuera sur les mesures à prendre, s'il y a lieu, au sujet de cette demande.

Article XVII.

Le Secrétaire général des Nations Unies notifiera à tous les Etats Membres des Nations Unies et aux Etats non membres visés par l'article XI:

- a) Les signatures, ratifications et adhésions reçues en application de l'article XI;
- b) Les notifications reçues en application de l'article XII;
- c) La date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur, en application de l'article XIII;
- d) Les dénonciations reçues en application de l'article XIV;
- e) L'abrogation de la Convention, en application de l'article XV;
- f) Les notifications reçues en application de l'article XVI.

Article XVIII.

L'original de la présente Convention sera déposé aux archives de l'Organisation des Nations Unies.

Une copie certifiée conforme sera adressée à tous les Etats Membres des Nations Unies et aux Etats non membres visés par l'article XI.

Article XIX.

La présente Convention sera enregistrée par le Secrétaire général des Nations Unies à la date de son entrée en vigueur.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 23 gennaio 1952, n. 154.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della parrocchia della Beata Maria Vergine Regina della Pace, in rione San Leo del comune di Reggio Calabria.

N. 154. Decreto del Presidente della Repubblica 23 gennaio 1952, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Arcivescovo di Reggio Calabria in data 13 giugno 1951, relativo all'erezione della parrocchia della Beata Maria Vergine Regina della Pace, in rione San Leo del comune di Reggio Calabria.

Visto, il Guardasigilli: ZOLI

Registrato alla Corte dei conti, addì 18 marzo 1952
Atti del Governo, registro n. 50, foglio n. 102. — FRASCA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 23 gennaio 1952, n. 155.

Riconoscimento della personalità giuridica della Chiesa di Sant'Antonio di Padova, in frazione Rizzi del comune di Udine.

N. 155. Decreto del Presidente della Repubblica 23 gennaio 1952, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa di Sant'Antonio di Padova, in frazione Rizzi del comune di Udine.

Visto, il Guardasigilli: ZOLI

Registrato alla Corte dei conti, addì 18 marzo 1952
Atti del Governo, registro n. 50, foglio n. 103. — FRASCA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 23 gennaio 1952, n. 156.

Erezione in ente morale dell'Asilo infantile « Maria Ausiliatrice », con sede nel comune di Guasila (Cagliari).

N. 156. Decreto del Presidente della Repubblica 23 gennaio 1952, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, l'Asilo infantile « Maria Ausiliatrice », con sede nel comune di Guasila (Cagliari) viene eretto in ente morale e ne viene approvato lo statuto organico.

Visto, il Guardasigilli: ZOLI

Registrato alla Corte dei conti, addì 21 marzo 1952
Atti del Governo, registro n. 50, foglio n. 108. — FRASCA

DECRETO MINISTERIALE 26 novembre 1951.

Sostituzione degli allegati 1 e 2 al Regolamento per la navigazione aerea.

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Visto il regio decreto 11 gennaio 1925, n. 356, con il quale è stato approvato il regolamento per la navigazione aerea, e le successive modificazioni;

Visto l'art. 37 del suddetto regolamento, concernente il manifesto di carico e la dichiarazione per la dogana e relativi allegati 1 e 2 al regolamento stesso;

Visto l'allegato 9 alla Convenzione internazionale per l'aviazione civile stipulata a Chicago il 7 dicembre 1944 e resa esecutiva con decreto legislativo 6 marzo 1948, n. 616;

Considerata la necessità di modificare i modelli del manifesto di carico e delle dichiarazioni per la dogana, e di adottare i documenti previsti, per la facilitazione del trasporto aereo, dalle norme del predetto allegato 9;

Visto l'art. 288-bis del sopracitato regolamento per la navigazione aerea con il quale il Ministro per l'aeronautica può, con proprio decreto, modificare la struttura ed il testo degli allegati al regolamento stesso;

Decreta:

Gli allegati 1 e 2 al regolamento per la navigazione aerea, approvato con il regio decreto 11 gennaio 1925, n. 356, e successive modificazioni, sono sostituiti con quelli annessi al presente decreto che assumono la numerazione 1, 2, 2-a, 2-b, 2-c, 2-d, 2-e, 2-f.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 26 novembre 1951

Il Ministro: PACCARDI

Registrato alla Corte dei conti, addì 27 dicembre 1951
Registro Difesa-Aeronautica n. 9, foglio n. 46. — RAPISARDA